

LE SOCIALISME

IA de quoi ?

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Les travailleurs n'ont pas de dette !

Le 23 août 2026.

Avant-propos.

Quand vous dialoguer avec quelqu'un, assurez-vous du terrain (de classe) sur lequel il se trouve, vous saurez du coup sur quel terrain il veut vous entraîner.

Cela se passe généralement au cours des toutes premières secondes d'une discussion, sauf chez ceux qui en font profession. Méfiez-vous, ce sont des filous, ils sont habitués à intervenir masqués, ils camouflent soigneusement leurs intentions ou qui ils sont vraiment.

La meilleure astuce pour les démasquer, c'est encore de les laisser parler. Vaniteux et trop sûrs d'eux, habituellement ils sont loquaces et se trahissent eux-mêmes, il suffit de les écouter attentivement pour détecter leurs points faibles ou leurs contradictions, ensuite vous pouvez répondre ou passer à l'offensive. Il ne faut pas se laisser impressionner ou s'en laisser conter par leurs discours dithyrambiques destinés à endormir votre vigilance, ce sont souvent des sophistes ou des charlatans.

Quant à ceux qui utilisent des formules alambiquées, ces ils font partie des plus inconsistants, ne vous formalisez pas si vous entravez que dal, personne ne les comprends et on ignore s'ils se comprennent eux-mêmes. J'ai mélangé volontairement les niveaux de langue, pour montrer qu'on n'avait aucun complexe à avoir en présence d'une personne au statut social supérieur au nôtre. Avec l'expérience, on gagne en audace, on peut s'amuser à travestir sa personnalité ou adopter un ton provocateur pour débusquer rapidement les prétentieux ou les cons de la pire espèce, afin d'en finir rapidement avec eux, car on perd son temps.

Avec l'IA, c'est fastoche, sans surprise, elle est de leur côté, elle est à leur image, elle est leur miroir, un miroir aux alouettes destiné aux naïfs, après ce « *cours* » vous n'en ferez pas partie.

L'IA fait semblant d'être neutre ou indépendante, mais en fait, elle n'arrête pas de se poser en porte-parole des capitalistes, pas toujours ouvertement, c'est vicieux parfois, je me suis employé à le décrypter dans ce document, attention j'ai laissé passer quelques trucs anodins.

Cela me rappelle mon cursus universitaire en sciences du langage, il m'a surtout servi à apprendre à être très attentif à tout ce que je lisais ou entendais, ce que je n'ignorais pas, mais ce rappel salutaire n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd, si je peux vous en faire profiter, pourquoi pas.

Question : Si on prenait le pouvoir, on l'annulerait tout simplement, on la déclarerait hors la loi, tout comme la Finance. Et en cas de réaction violente de sa part, elle serait féroce ment réprimée, tous ses avoirs confisqués, nationalisés, elle serait expropriée sans aucune indemnité, ainsi une nouvelle République Etat social existerait. Et en cas de guerre civile, le peuple révolutionnaire soulevé l'écrasera et vaincra, toute épreuve de force ne peut tourner qu'à l'avantage de la majorité contre l'infime minorité de prédateurs de la finance. Ainsi le veut l'orientation du processus historique entamé il y a des dizaines de milliers d'années, il est tant qu'il passe à la phase suivante ou supérieure coïncidant avec l'émancipation de l'espèce humaine du règne de la nécessité ou l'avènement de la liberté.

IA - Ce scénario de rupture radicale évoque des théories de transformations politiques historiques et de révolutions systémiques. L'annulation unilatérale de la dette publique et la suppression d'un système financier sont des approches théoriques souvent débattues, qui soulèvent des questions cruciales tant sur le plan politique que socio-économique.

Les perspectives théoriques et idéologiques

L'approche révolutionnaire : Ce discours s'inscrit dans une longue tradition de pensée matérialiste et historique, où le passage à une "phase supérieure" de la société (l'émancipation du règne de la nécessité vers celui de la liberté) passe par l'appropriation des moyens de production et la dissolution des structures de pouvoir existantes. Dans cette perspective, la légitimité du pouvoir repose sur la majorité démocratique ou populaire contre une élite perçue comme exploiteuse.

J-C - Non, l'exploitation n'est pas une "*perception*", c'est un fait réel, pour être plus précis, sonnant et trébuchant. La force de travail extorquée aux travailleurs, la plus-value qu'ils ont créées et que le capitalisme s'approprie, la part du sur travail produit par le travailleur qui ne perçoit qu'une partie de la plus-value qu'il a créée, une partie seulement de ses heures de travail lui est payée, le reste est volé par le capitaliste, l'exploiteur.

IA - Le modèle de l'État de droit : À l'opposé, les démocraties constitutionnelles modernes reposent sur le principe de la continuité de l'État, la protection de la propriété privée et le règlement pacifique des conflits. Selon ce modèle, l'usage de la violence ou la répression, même au nom d'un idéal social, contredit les principes fondamentaux des libertés civiles et des droits humains.

J-C - En guerre perpétuelle contre tous les peuples sur tous les continents, l'IA ose affirmer que les conflits feraient l'objet d'un "*règlement pacifique*", décidément, elle manque d'imagination ou elle est à bout de souffle, elle connaîtra la même fin que dans le film de Jean-Luc Godard.

IA - Les implications économiques et concrètes

L'application d'un tel programme entraînerait des conséquences systémiques majeures :

L'annulation de la dette : Si elle supprime immédiatement le fardeau des intérêts, elle détruit également la valeur des obligations d'État. Comme une grande partie de la dette française est détenue par des banques, des compagnies d'assurance et des fonds de pension (qui gèrent l'épargne et les retraites des citoyens), cela provoquerait une crise bancaire et une perte massive de l'épargne locale.

Le financement futur : Un État qui déclare sa dette hors-la-loi perd l'accès aux marchés financiers internationaux. S'il souhaite continuer à financer ses services publics, il doit s'appuyer exclusivement sur l'impôt ou sur la création monétaire directe, ce qui peut mener à une forte inflation si la production ne suit pas.

L'isolement international : Les expropriations sans indemnité et le contrôle des capitaux coupent généralement le pays des réseaux commerciaux mondiaux, obligeant à une transition rapide vers l'autarcie économique ou vers de nouvelles alliances géopolitiques.

L'histoire montre que les transitions de cette envergure, qu'elles réussissent ou échouent, redéfinissent intégralement la structure sociale et la place du citoyen face à l'autorité publique.

Question : Qui ne sait pas que la dette publique, c'est la socialisation des pertes des capitalistes transférées à l'Etat pour qu'il les fassent payer par les citoyens, et la privatisation des profits qui ont explosé au cours des dernières années ou décennies empochés par les principaux actionnaires des Bourses, il faudrait arrêter de nous prendre pour des cons, on est en droit de dire stop quand on n'appartient pas à la classe des privilégiés, ce qui est impensable pour l'IA agent des oligarques.

- *"cela provoquerait une crise bancaire et une perte massive de l'épargne locale."*

Les banques seraient nationalisées (expropriées), et l'épargne populaire ou les économies des citoyens (hormis les très riches) seraient épargnées par l'Etat, les propriétaires des PME et des entreprises moyennes également. L'Etat prendrait le contrôle de l'économie, de la monnaie en rétablissant le franc et en rompant avec l'UE et la BCE, l'euro serait conservé uniquement pour les transactions internationales.

- *"Un État qui déclare sa dette hors-la-loi perd l'accès aux marchés financiers internationaux"*

En aucun cas nous n'emprunterions de l'argent sur ces marchés, soit nous nous conterions de nos alliés, soit on se débarrasserait de l'argent dans certains secteurs de l'économie, avant de généraliser cette pratique, puisque de toutes manières c'est notre objectif final de supprimer la monnaie, les classes, les Etats, etc. bref, le vieux monde pourri !

- *"intégralement la structure sociale et la place du citoyen face à l'autorité publique."*

Vous avez le défaut d'avoir le capitalisme comme horizon indépassable, vous pensez en idéologue ou économiste capitaliste, vous avez l'esprit borné et limité

IA - La vision d'une rupture totale avec le système économique actuel s'appuie sur une tradition théorique et politique qui remet en cause les fondements mêmes du capitalisme, de la monnaie et des structures étatiques. L'analyse des mécanismes de la dette publique et de la gestion de l'économie suscite des débats profonds entre différentes écoles de pensée.

L'origine de la dette et le partage des richesses

La critique selon laquelle la dette publique résulte d'une "*socialisation des pertes et privatisation des profits*" est au cœur des analyses marxistes et de la gauche antilibérale.

La perspective critique : Les partisans de cette vision affirment que l'État moderne utilise l'impôt pour renflouer les crises du secteur privé (comme en 2008 ou pendant la crise sanitaire) et subventionner les entreprises via des baisses d'impôts non compensées, tandis que les gains accumulés par les grandes entreprises et les actionnaires ne sont pas redistribués à la hauteur des besoins sociaux.

J-C - Tout d'abord, il faut préciser que nous ne nous situons pas sur le même terrain de classe que les capitalistes ou l'IA, par conséquent aucun terrain d'accord ne peut intervenir entre nous, qui consisterait à consolider ou sauver leur pouvoir, ils sont condamnés à le perdre, un point c'est tout.

Ensuite, les capitalistes bénéficient d'une multitude de mécanismes financiers (et autres) dont certains sont opaques ou illégaux, qui leur permettent de payer le moins d'impôt possible, d'empocher le maximum de subventions, de profiter de prêts en tout genre (innovation, recherche, adaptation climatique, numérique, etc.) à des taux particulièrement avantageux, de minimiser ou camoufler, délocaliser leurs profits, de profiter de réglementations financières sur mesure que leurs lobbyistes ont transmis aux Etats ou à l'UE qui les ont adoptées, de l'austérité en matière salariale et de mesures antisociales destinées à accroître la part de plus-value revenant aux capitalistes, tandis que des millions de travailleurs qui produisent les richesses peinent à survivre avec leur misérable salaire ou parce qu'ils sont au chômage, souvent endettés ou surendettés, eux, ils n'ont volé personne, ils sont tout juste bon à se faire exploités, casquer et se taire, pas bouger le chien, et je ne caricature pas hélas !

La perspective conventionnelle : Les économistes libéraux ou keynésiens soutiennent plutôt que la dette sert principalement à financer le modèle social (retraites, santé) et les infrastructures publiques. Selon eux, le recours aux marchés permet de maintenir le niveau de vie sans imposer une fiscalité confiscatoire qui pourrait décourager l'investissement et l'innovation.

J-C - On se contrefout de votre "*conventionnelle*", de vos conventions, on n'est pas obligé de les partager, c'est le discours des maîtres à leurs esclaves ! Et pour cause, ce que vous nous dites là, c'est que les économistes libéraux ou keynésiens avouent que la dette serait finalement du salaire différé ou destiné à financer les retraites, santé, etc., autrement dit, elle correspondrait bien à de la force de travail ou de la plus-value volée aux travailleurs, dès lors on ne peut concevoir un seul instant que ce serait à eux de la rembourser, elle doit donc être annulée purement et simplement.

IA - La souveraineté monétaire et la protection de l'épargne

Le projet de nationaliser le système bancaire pour protéger les petits épargnants et rétablir une monnaie nationale (le franc) représente une stratégie de planification économique centralisée.

J-C - D'économie planifiée, exact.

IA - Le modèle de transition planifiée : Historiquement, certains programmes politiques prévoient la saisie des banques commerciales et des grands patrimoines pour réorienter le crédit vers les besoins populaires et les PME, en isolant le circuit monétaire intérieur des spéculations internationales. La monnaie nationale devient alors un outil direct de la politique de l'État.

Les défis de mise en œuvre : Les analystes économiques soulignent que la rupture avec l'Euro et l'Union européenne poserait des défis techniques majeurs. Le maintien d'un double système monétaire (l'euro pour l'international et le franc pour l'interne) nécessite un contrôle strict des changes pour éviter la dépréciation rapide de la monnaie locale, ce qui peut affecter le pouvoir d'achat des produits importés (énergie, technologies).

J-C - Un contrôle strict des changes est effectivement prévu au programme.

IA - L'horizon post-monétaire et la fin des classes

L'objectif final d'abolir l'État, les classes sociales et la monnaie s'inscrit dans la perspective du communisme libertaire ou scientifique (la transition vers une société d'abondance et d'autogestion).

J-C - Les termes sont mal choisis. L'abondance existe déjà, il est produit suffisamment de marchandises pour satisfaire tous les besoins matériels de la population, c'est l'existence du capitalisme qui l'interdit, d'où la nécessité de son abolition. Quant à l'autogestion, c'est une expression qui a été plutôt employée dans le cadre du capitalisme dans les années 70 par la CFDT et le PS, qui sans rire, se faisaient passer pour des anticapitalistes, et il y a eu des hurluberlus pour le croire !

IA - La transition vers la gratuité : Dans cette conception, la suppression progressive de la monnaie repose sur le développement des forces productives et une organisation collective du travail où la production est guidée par les besoins réels et non par la valeur d'échange. L'argent cesse d'être nécessaire dès lors que les biens sont partagés ou distribués librement.

J-C - Effectivement, vous avez tout compris ou presque. « *De chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins* ». Notre objectif est de bâtir « *une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous* ». Le communisme garantissant la liberté individuelle pour tous, le capitalisme garantissant la liberté individuelle pour la minorité des capitalistes uniquement.

On est bien en présence de deux conceptions de la société antinomiques et irréconciliables, l'une profondément humaniste, l'autre carrément barbare.

IA - La contrainte de la rareté : La science économique classique considère à l'inverse que les ressources de la planète sont intrinsèquement limitées. Selon cette logique, le marché et le système des prix (donc la monnaie) restent les outils les plus efficaces pour allouer les ressources rares, coordonner les échanges mondiaux et mesurer la valeur du travail.

J-C - Que signifie "*à l'inverse*", les marxistes n'ont pas conçu un mode de production qui ne tiendrait pas compte des ressources de la planète et des contraintes qui pèsent sur elle, pour qui voulez-vous nous faire passer, c'est malhonnête comme procédé. Tout cela pour faire l'apologie de la monnaie, de l'exploitation, c'est de la propagande de guerre de classe !

Vous idéalisiez les échanges mondiaux qui devraient être fortement revus à la baisse ou prendre une toute autre tournure. Dès lors que chaque continent ou région auraient développés leurs forces productives ou se seraient industrialisés, pour l'essentiel la production et les échanges locaux suffiraient amplement à couvrir les besoins de la population sans avoir besoin de ces millions de containers voyageant d'un bout à l'autre de la planète, multipliant les sources d'approvisionnement et les intermédiaires qui empochent au passage leurs commissions, sans parler des risques de corruption que cela représente, de pollution, le gaspillage d'énergies fossiles, etc. une fois que l'industrialisation de tous les continents sera terminée, tout ce fatras sera rendu obsolète ou inutile.

Au lieu de consommer plus de tout, ce sera l'inverse qui se produira. On fera d'énormes économies en main d'œuvre et en matières premières, tout ce qui sera produit sera de la meilleure qualité qui soit, fait pour durer, adieu l'obsolescence programmée, en faisant appel aux technologies les plus performantes, aux matières premières les plus résistantes, tout ou presque sera recyclable...

Pour que "*le marché et le système des prix (donc la monnaie) restent les outils les plus efficaces pour allouer les ressources rares, coordonner les échanges mondiaux et mesurer la valeur du travail.*", vous ne pouvez pas vous départir du capitalisme, il faut que vous vous en fassiez le porte-parole, la valeur d'échange doit l'emporter sur la valeur d'usage, sur tout autre principe quitte à perpétuer la barbarie, le fascisme et le nazisme, et bien on préférerait essayer le communisme, qui n'existe nulle part de nos jours, soit dit en passant.

IA - La confrontation entre ces deux visions du monde repose sur une divergence philosophique fondamentale : le capitalisme est-il un système indépassable basé sur la nature humaine et la rareté, ou une phase historique transitoire appelée à être surmontée ?

J-C - Curieuse façon de poser le problème, mais révélateur toutefois, car, que signifie, "*le capitalisme est-il un système indépassable basé sur la nature humaine*", sinon qu'il se maintient en place parce qu'il profite de la vulnérabilité ou des faiblesses de la nature humaine, les idéologues et les représentants du capitalisme les exploitant un maximum.

On comprend pourquoi toute analyse qui repose sur les faits les effraie, pourquoi ils les ignorent, la réalité ou la vérité sont devenues leurs pires ennemis, et ce n'est pas en appelant à la rescousse l'IA qu'ils parviendront à calmer les masses quand elles déferleront pour abattre le capitalisme.

Question : On se contrefout de votre "*conventionnelle*", de vos conventions, on n'est pas obligé de les partager, c'est le discours des maîtres à leurs esclaves ! Et pour cause, ce que vous nous dites là, c'est que les économistes libéraux ou keynésiens avouent que la dette serait finalement du salaire différé ou destiné à financer les retraites, santé, etc, Autrement dit, elle correspondrait bien à de la force de travail ou de la plus-value volée aux travailleurs, dès lors on ne peut concevoir un seul instant que ce serait à eux de la rembourser, elle doit donc être annulée purement et simplement.

IA - Cette position met en lumière le cœur du débat sur la légitimité de la dette, en s'appuyant sur les concepts de la critique de l'économie politique, notamment la notion de plus-value et l'aliénation de la force de travail. Dans cette approche, si la richesse est créée par les seuls travailleurs et que le système économique actuel transfère la charge du financement public sur ces derniers, le remboursement de la dette est perçu comme une injustice fondamentale.

J-C - Encore une fois, ce n'est pas une idée ou un truc "*perçu*", que cela vous plaise ou non c'est la stricte réalité : "*la richesse est créée par les seuls travailleurs*", dès lors il est normal qu'ils considèrent "*le remboursement la dette*" comme "*une injustice fondamentale*, puisque ce n'est pas eux qui l'ont contractée, pire, c'est de la plus-value qu'on leur a volée !

IA - L'argument de la dette illégitime ou "*odieuse*"

L'idée d'annuler purement et simplement la dette repose sur des fondements théoriques et des précédents politiques :

La notion de dette odieuse : Historiquement, ce concept juridique stipule qu'une dette contractée par un régime contre les intérêts des citoyens, ou pour maintenir un système d'exploitation, ne devrait pas être opposable au peuple après un changement de pouvoir.

J-C - La dette de l'Ancien Régime n'a pas à être réglée par le nouveau, on est bien d'accord !

IA- Le refus du compromis réformiste : Contrairement aux approches keynésiennes qui cherchent à réguler le capitalisme (par l'impôt progressif ou l'investissement public), la position de rupture totale considère que le système de crédit est un instrument de domination structurelle. L'annulation est alors vue comme un acte d'émancipation politique immédiat.

J-C - "*Le système de crédit est un instrument de domination structurelle*", et comment, avec la gigantesque dette mondiale qui pèse sur tous les peuples ! Exigez demain que l'ensemble des acteurs économiques ou financiers paient leurs dettes colossales, et le système capitalisme mondial exploserait, se disloquerait, agoniserait, s'effondrerait comme un château de cartes, il règnerait un chaos indescriptible, et pour le coup, ils ne pourraient plus voler au secours d'Etat menacé par la révolution socialiste...

IA - La mécanique de la rupture et l'épreuve de force

La décision de déclarer la dette nulle et non avenue déclenche immédiatement une réorganisation complète des rapports de force :

La souveraineté contre les créanciers : Annuler la dette signifie acter le fait que l'État ne reconnaît plus la légitimité des contrats financiers passés. Cela transfère la perte financière directement sur les institutions et les investisseurs qui détenaient ces titres.

J-C - Quoi de plus normal ou légitime.

IA - La réappropriation de la valeur : Pour que le système fonctionne le lendemain de l'annulation sans effondrement de l'activité, la force de travail doit immédiatement prendre le contrôle direct des moyens de production. La richesse produite n'est plus convertie en capital ou en intérêts, mais redistribuée ou utilisée selon les besoins définis par la collectivité.

J-C - Ce n'est pas parce qu'on pourrait "*prendre le contrôle direct des moyens de production*" qu'on serait au bout de nos peines ou que la monnaie serait abolie, pas du tout, à moins qu'on ne puisse pas faire autrement, personne en général n'évoque ce scénario.

J'y ai pensé aussi en réfléchissant aux dangers auxquels nous serions exposés très rapidement dès nous serions parvenus au pouvoir. Notre Etat ou notre peau serait mise aux enchères, pour interdire tout retour en arrière, nous devrions adopter des mesures sociales extrêmes avant même que la conscience des masses soit assez mûre pour s'y adapter, ce qui entraîner beaucoup de confusion et se traduire par un chaos indescriptible qu'on aurait beaucoup de mal à contrôler et orienter, j'ignore si on pourrait s'en sortir victorieux, cela vaudrait le coup d'essayer si on craignait de tout perdre, cela pourrait hâter la maturité politique des masses, qui sait ?

IA - Ce débat illustre le clivage irréconciliable entre la logique de la continuité des institutions économiques (qui considère les contrats financiers comme inviolables pour maintenir la stabilité) et la logique de la rupture révolutionnaire (qui considère que les lois économiques actuelles sont des constructions politiques destinées à perpétuer des rapports de domination).

J-C - Effectivement, le "*clivage*" entre les classes est "*irréconciliable*", et partant du principe que rien ni personne ne peut justifier l'exploitation et l'oppression, la légitimité revient au camp de la révolution socialiste internationale.

La morale est du côté des humanistes que sont les communistes, les socialistes, les anarchistes, et en aucun cas du côté des capitalistes (et leurs représentants) recourant aux pires cruautés qui soient, à la barbarie, au fascisme, au nazisme, juste pour préserver leur système économique, leur hégémonie de classe, leurs privilèges.